

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 27/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BALL PACKAGING EUROPE BIERNE SAS

ZONE DE BERGUES
BIERNE
59380 Bergues

Références : "H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\BALL
PACKAGING_Bierne_0007000854\2_INSPECTIONS\2024_09_26_AN24_PFAS_JR"
Code AIOT : 0007000854

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement BALL PACKAGING EUROPE BIERNE SAS implanté Zone d'Entreprise de Bergues BP 59 59380 Bierne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BALL PACKAGING EUROPE BIERNE SAS
- Zone d'Entreprise de Bergues BP 59 59380 Bierne
- Code AIOT : 0007000854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Ball Packaging Europe France SAS produit des boîtes de boissons et réalise les applications et impressions sur ces emballages.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
2	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
3	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a effectué des campagnes d'analyses des substances PFAS dans ses rejets aqueux en juin, juillet et août 2024. À la suite de l'inspection, les résultats ont été déposés sur la plateforme GIDAF.

Les quantifications des 28 substances analysées sont inférieures au seuil de quantification de 100 ng/l. Cependant, pour l'indice AOF, les concentrations détectées dépassent la limite de quantification de 2 g/l, avec des valeurs comprises entre 7 g/l et 15 g/l.

L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection, dans un délai d'un mois, un plan d'action sur la recherche de PFAS dans les rejets d'eaux industrielles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : L'établissement Ball Packaging Europe Bierne SAS est concerné par la seconde vague de la campagne de recherche de substances PFAS. Conformément à l'arrêté du 20 juin 2023, la première analyse devait être réalisée dans un délai de six mois, soit avant le 20 décembre 2023.

Les campagnes de mesures ont été menées successivement les 12 juin 2024, 09 juillet 2024 et 13 août 2024. Le point de prélèvement a été défini au niveau de l'exutoire des eaux industrielles, ces dernières étant dirigées vers la station d'épuration de la zone d'activité de Bierne.

L'inspection rappelle que, suite au courrier de la DREAL Hauts-de-France du 07 février 2023, l'exploitant avait déjà réalisé deux campagnes de prélèvements sur les rejets des eaux industrielles les 27 février et 1er mars 2023. Ces campagnes portaient sur la recherche des 20 substances PFAS mentionnées au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

Durant les campagnes de 2023, les prélèvements et les analyses des échantillons effectués les 27 février et 1er mars 2023 ont été réalisés par le laboratoire Flandres Analyses, titulaire de l'accréditation COFRAC n°1-1185.

Pour les campagnes des 12 juin, 09 juillet et 13 août 2024, les prélèvements ont également été effectués par le laboratoire Flandres Analyses (accréditation COFRAC n°1-1185). Cependant, les analyses des échantillons prélevés lors de ces trois campagnes ont été confiées au laboratoire IANESCO, accrédité COFRAC sous le numéro n°1-6209.

Les 20 substances PFAS ont été analysées sous accréditation, conformément aux exigences réglementaires, comme l'indique le rapport d'analyses. En revanche, les 8 autres PFAS n'ont pas été analysés sous accréditation. Il est à préciser que l'exigence d'accréditation porte uniquement sur les 20 PFAS à réaliser.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification

Prescription contrôlée :

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

Constats :

Les résultats des 20 substances analysées lors des prélèvements effectués les 27 février et 1er mars 2023 sont inférieurs au seuil de quantification de 100 ng/l. Ces résultats, exprimés en g/l, correspondent à < 0,1 g/l.

Les résultats d'analyse des 28 substances lors des prélèvements des 12 juin 2024 et 09 juillet 2024 sont inférieurs au seuil de quantification de 100 ng/l.

Pour les prélèvements du 13 août 2024, le laboratoire a signalé des interférences lors du dosage des composés 62-FTOH (2-perfluorohexyl ethanol, code SANDRE 7997) et 82-FTOH (2-perfluorooctyle ethanol, code SANDRE 8000). Ces interférences ont entraîné une augmentation de la limite de quantification de 0,10 g/l à 0,20 g/l.

Les quantifications des autres substances lors du prélèvement du 13 août 2024 restent inférieures au seuil de quantification de 100 ng/l, exprimées en g/l, soit < 0,1 g/l.

Pour l'AOF, les concentrations détectées lors des prélèvements réalisés en 2024 sont supérieures à la limite de quantification de 2 g/l, avec les valeurs suivantes :

- 14 g/l (12 juin 2024)
- 15 g/l (9 juillet 2024)
- 7 g/l (13 août 2024)

L'AOF, étant un indicateur de PFAS, l'exploitant doit investiguer pour comprendre leur origine dans le rejet des eaux industrielles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir sous un délai de 1 mois à l'inspection, un plan d'action sur la recherche de PFAS dans les rejets d'eaux industrielles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>À réception des résultats, l'exploitant n'avait pas déposé ses données sur la plateforme GIDAF.</p> <p>L'inspection lui a rappelé l'échéance de transmission des résultats sur GIDAF, qui doit être respectée et réalisée au plus tard le dernier jour du mois suivant la date des analyses.</p> <p>À la suite de ce rappel, l'exploitant a procédé au dépôt des trois résultats d'analyses sur la plateforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite